

AMÉRIQUE LATINE, UNE PAIX NON ALIGNÉE

Alors qu'ils cherchent à se défaire de l'emprise de Washington, les pays sud-américains n'ont eu de cesse de renforcer leurs liens avec la Chine et la Russie depuis le début des années 2000. L'initiative diplomatique lancée au printemps par M. Luiz Inácio Lula da Silva pour une solution négociée entre Kiev et Moscou témoigne des ambitions de repositionnement géopolitique du continent.

PAR CHRISTOPHE VENTURA *

En février 2022, alors qu'il fait escale à Moscou sur la route qui le mène à l'inauguration des Jeux olympiques d'hiver de Pékin, M. Alberto Fernández, président de l'Argentine, a pour préoccupation exclusive la sortie de son pays d'une profonde crise économique et sociale qui risque de compromettre les chances du camp péroniste lors de la présidentielle d'octobre 2023. Sa priorité est de desserrer l'étau d'une dette que son prédécesseur conservateur, M. Mauricio Macri, a contractée en 2018 auprès du Fonds monétaire international (FMI) en acceptant de sévères mesures d'austérité. Or qui dit FMI, dit Washington.

Avec la Russie, l'Argentine dispose d'un accord d'« association stratégique intégrale » depuis 2015, grâce auquel ses concitoyens ont pu recevoir leurs premières doses de vaccin (Spoutnik V) en décembre 2020 au moment le plus dramatique de la pandémie de Covid-19. Alors que les États-Unis brillent par leur discrétion en matière de coopération sanitaire dans la région, une dizaine d'autres pays latino-américains bénéficieront eux aussi de ces vaccins.

La visite diplomatique de M. Fernández à Moscou est emblématique des liens développés par un grand nombre de pays d'Amérique latine avec la Russie et la Chine depuis le début des années 2000. Dans cette zone d'influence traditionnelle des États-Unis depuis la fin du XIXe siècle, la volonté de ☛

* Directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et auteur de *Géopolitique de l'Amérique latine*, Eyrolles, Paris, 2022.

Matthew Cusick //// « Empire Revisited » (L'empire revisité), 2009

© Courtesy of the artist and Pavel Zoubok Fine Art, New York / Photo : Stewart Clements

refonder un système international délesté de l'emprise de Washington et de ses alliés européens constitue la feuille de route de la majorité des gouvernements progressistes. La volonté russe de promouvoir un *« nouvel ordre international multipolaire »* leur apparaît comme un frein aux prétentions hégémoniques de Washington[1].

Au cœur de la guerre froide

La Russie dispose d'atouts solides. Dès l'époque tsariste, elle établit des relations diplomatiques avec le Brésil, qui vient d'accéder à l'indépendance (1828), avec l'Uruguay (1857), avec l'Argentine (1885) ou avec le Mexique (1890). Au XXe siècle, la crise des missiles à Cuba, en 1962[2], au cœur de la guerre froide, constitue sans doute l'acmé du rapprochement avec l'Union soviétique. Si la dislocation de celle-ci, en 1991, rompt certains liens, de nouveaux se tissent au cours des années 2000 à la faveur de quatre facteurs : le virage à gauche de l'Amérique latine ; le délaissement relatif de la région par les États-Unis, embourbés dans leurs guerres en Afghanistan et au Proche-Orient ; l'intégration de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ; enfin, l'arrivée au pouvoir de M. Vladimir Poutine, porteur d'un projet de restauration progressive de la puissance russe sur la scène internationale. Les liens entre les pays latino-américains et la Russie se resserrent dans plusieurs secteurs – infrastructures, exploitation minière, énergie (pétrole, gaz, nucléaire civil), aéronautique, universitaire… –, même si le volume général des échanges commerciaux reste modeste (moins de 1 % du total des échanges des pays latino-américains dans le monde).

Dans le domaine militaire, le Venezuela, Cuba et le Nicaragua sont les premiers partenaires de la Russie

Dans le domaine militaire, le Venezuela (80 % des ventes d'armes de Moscou dans la région), Cuba et le Nicaragua sont les premiers partenaires de la Russie. Mais cette dernière coopère aussi avec d'autres, comme le Brésil, la Colombie ou le Pérou (hélicoptères, avions, systèmes de défense). Depuis 2015, la Russie entretient également une relation diplomatique officielle avec la Communauté des États latino-américains et caraïbes (Celac) et ses trente-trois États membres.

Comme l'Argentine ou le Brésil, dépendants des fertilisants russes, de nombreux pays ne peuvent désormais plus se couper de Moscou dans certains domaines, notamment depuis la pandémie mondiale, qui a précipité l'Amérique latine dans la *« pire crise économique depuis cent vingt ans »*, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc)[3]. Un marasme auquel se surajoutent les premières conséquences du conflit en Ukraine, poussées inflationnistes et renchérissement du prix des matières premières.

Dans l'enceinte onusienne, les votes latino-américains sont déterminés par la combinaison de plusieurs logiques. D'abord, la fidélité à leurs positions diplomatiques traditionnelles : respect du droit international, de l'intégrité des frontières et de la souveraineté des États, rejet de l'unilatéralisme et du recours à la force dans le règlement des différends, recherche de solutions pacifiques aux conflits induisant une position de non-alignement. C'est le sens de la résolution appelant à un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas proposée, en vain, par le Brésil au Conseil de sécurité le 18 octobre 2023. Ensuite, leur niveau de défiance conjoncturelle vis-à-vis des États-Unis et des puissances occidentales. Le Salvador, dirigé par le président populiste-autoritaire Nayib Bukele, en disgrâce à Washington, joint sa voix aux pays qui, comme la Bolivie et Cuba s'abstiennent dans les résolutions des Nations unies condamnant la Russie. Le Nicaragua fait partie du groupe de pays soutenant directement Moscou (avec la Biélorussie, la Corée du Nord, l'Érythrée, le Mali et la Syrie). Enfin, leurs intérêts politiques et économiques nationaux, déterminés de manière pragmatique, au sein d'un ordre international en recomposition dans lequel leur relation avec la Chine constitue une boussole. Sur ces bases, la grande

1. « Déclaration commune russo-chinoise sur un monde multipolaire et l'instauration d'un nouvel ordre international », Organisation des Nations unies, 23 avril 1997.

2. Lire Danielle Ganser, « Retour sur la crise des missiles à Cuba », et Peter Kornbluh, « Missiles, mensonges et diplomatie », *Le Monde diplomatique*, respectivement novembre 2002 et janvier 2023.

3. Eva Vergara, « Pandemia es peor crisis en América Latina en 120 años, Cepal », Associated Press, 16 décembre 2020.

majorité des capitales a condamné l'invasion russe aux Nations unies, mais aucune ne s'est engagée en faveur des sanctions contre Moscou et encore moins à envoyer des armes à Kiev.

Il devient pourtant plus difficile de soutenir la Russie dès lors que son gouvernement entend désormais user des mêmes méthodes que Washington pour assurer ses intérêts stratégiques dans sa propre zone d'influence historique. « *L'intervention russe en Ukraine trouve des antécédents dans l'expansion de l'OTAN* [Organisation du traité de l'Atlantique nord] *vers la Russie, mais cela ne doit pas conduire à légitimer l'invasion militaire d'un pays par un autre* », nous explique M. Celso Amorim, conseiller spécial du président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva pour les questions internationales et promoteur, à ses côtés, d'une proposition de création d'un « groupe de pays pour la paix » entre la Russie et l'Ukraine prônant un cessez-le-feu et une solution négociés.

Lancer un processus multilatéral

Présentée depuis février 2023 en Amérique latine, à Washington, en Europe, à Moscou, à Kiev, au G20 sous présidence indienne, à Pékin et à Abou Dhabi, cette initiative voudrait lancer un processus multilatéral mobilisant, outre la Chine, des pays du Sud disposant de relations avec l'ensemble des acteurs (occidentaux et non occidentaux) du conflit dont l'Indonésie, l'Inde et l'Afrique du Sud. Dans ce processus diplomatique, Brasília anticipe aussi la présidence russe des Brics en 2024 et la sienne du G20 en 2024 et des Brics en 2025.

Cette initiative pour la paix, qui contourne le Conseil de sécurité des Nations unies, pourrait, selon le président « Lula », déboucher in fine sur la création d'un « G20 politique » chargé de divers dossiers internationaux (climat, paix, économie, numérique, démocratie...). Ce processus devrait faire émerger de nouveaux formats de délibération, plus favorables aux pays du Sud.

Les États-Unis et l'Union européenne rejettent la légitimité d'une médiation brésilienne, accusant Brasília de naïveté et d'une trop grande proximité avec Moscou et Pékin. Cette initiative est pourtant l'une des seules à se démarquer du maximalisme qui prévaut à Bruxelles et dans les capitales européennes, à Washington, à Kiev et à Moscou.

Christophe Ventura